



UNIVERSITÉ PARIS 1

PANTHÉON SORBONNE

Prépa concours de la haute fonction publique Paris 1 - ENS

Libellé de l'Épreuve :

Date : 31 mai 2023

Groupe : 1 ou 2

NOTE de 0 à 20	NOM du correcteur	APPRÉCIATIONS EXPLIQUANT LA NOTE CHIFFRÉE
Note Master : 18	CB	Excellente copie. Très claire, lisible et synthétique en plus d'être assez précise et technique.
Note INSP : 16		Continuez ainsi et travaillez le droit public !

SUJET TRAITÉ :

Quelles politiques économiques pour lutter contre l'inflation?

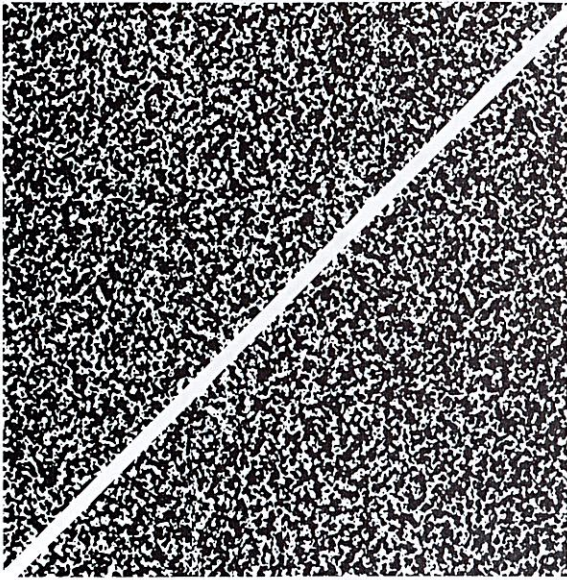
oui

oui
mais ne peut
réduire

l'inflation
à un simple
conflit de
partage

Tout bien pour
l'accroche

A la suite des négociations de mars 2023 en France, les producteurs de l'agroalimentaire et les enseignes de grande distribution ont décidé d'augmenter les prix de l'alimentation de 10% au global. Ces négociations témoignent de la confrontation des intérêts entre les agents économiques qui peut se résumer in fine en une hausse du niveau général de ^{Bien} ~~prix~~ de façon durable c'est-à-dire à de l'inflation. Les agriculteurs doivent en effet préserver leur rémunération face à la hausse des prix de l'énergie et du blé suite à la guerre en Ukraine. Les industriels de l'agroalimentaire veulent préserver leurs marges, tandis que la grande distribution doit à la fois préserver ses marges et s'assurer que les consommateurs ne se détournent pas d'elle au profit de marques "discount". D'énergie, l'inflation est ainsi devenue alimentaire.



et s'installe durablement dans les autres
pays de consommation. L'inflation de la
zone euro était ainsi de 8,2% ^{en 2022} avec des
disparités fortes : 5,9% en France, 8,6% en
Allemagne et 19,4% en Estonie (Eurostat).
Les estimations prévoient une diminution à 4%
en 2023 avant de se stabiliser autour de 2%
fin 2024 (Banque de France, 2023).

La politique monétaire via ses taux
directeurs est considérée comme la politique

économique par excellence de lutte contre l'inflation par les
économistes monétaristes (Friedman, Barro, Gordon notamment).

L'inflation est en effet considérée comme un phénomène "partout
et tout le temps monétaire" (Friedman, 1968). Elle doit
répondre à un objectif de stabilisation de l'économie en maintenant la
production au plus près de son niveau potentiel sans poussée
inflationniste ou déflationniste.

Pourtant, la politique monétaire de hausse des taux a été remise
en cause par certains responsables publics et économistes pour
les risques qu'elle comporte pour la croissance et la stabilité
financière alors que des investissements massifs sont nécessaires
notamment face au changement climatique (2,5% de PIB additionnel
d'investissements publics et privés selon le rapport Pisani-Ferry
Maffroy de France Stratégie et de l'ISF de mai 2023). La faillite
de la Silicon Valley Bank et la mise de banques régionales américaines
depuis mars 2023 témoignent de effets de débordement du renouveau
monétaire entamé depuis début 2022 par la FED, la BCE
ainsi que d'autres banques centrales telles que la Bank of England.
Des lors d'autres politiques économiques peuvent intervenir pour
atténuer les effets de l'inflation, notamment la politique budgétaire,
ses conséquences indirectes via la politique de stabilité
financière ou pour abaisser les prix à plus long terme par
la flexibilisation du marché du travail ou la politique de la
concurrence.

Bien

Dès lors, comment concilier les politiques économiques afin de garantir la stabilité des prix à court terme mais également d'arguer et lay faire notamment face aux enjeux inflationnistes du changement climatique ?

Oui

Les conséquences négatives de l'inflation sur la croissance et le pouvoir d'achat justifient une intervention des pouvoirs publics qui n'est pas exempte de risques (I). La politique monétaire doit ainsi être conciliée à d'autres politiques économiques selon une temporalité permettant de lutter contre les effets négatifs de l'inflation à court terme et ses causes à plus long terme (II).

Bien

- Très bonne introduction -

Oui

Conséquence d'un choc de demande aux Etats-Unis et d'un choc d'offre en Europe, la lutte contre l'inflation s'est matérialisée par un resserrement monétaire dont les conséquences peuvent être importantes (A). Si la théorie économique justifie le recours à la politique monétaire, les moyens doivent toutefois varier en fonction de la nature du choc et assurer la bonne transmission de la politique monétaire (B).

Oui

Les causes de l'inflation en Europe et aux Etats-Unis sont différentes, malgré un contexte mondial de tension sur les chaînes d'approvisionnement, et l'inflation fait peser un risque direct sur la croissance et le pouvoir d'achat (A.1).

Oui

Alors que l'inflation était de 1,3% en zone euro en 2019, la crise du Covid-19 a conduit à une hausse de l'inflation. D'une part, les confinements ont exercé des tensions sur les chaînes d'approvisionnement au niveau mondial, en particulier le confinement maritime de la Chine jusqu'en décembre 2022. D'autre part, les politiques de relance ont été créées, notamment aux Etats-Unis, en

choc de demande agrégée par l'accumulation du plan Trump de 500 milliards de dollars en décembre 2020, pas du plan Biden avec 1900 milliards en finies 2021 ainsi que 1200 milliards par l'Infrastructure and Job Act. Summers et Blanchard critiquaient ainsi une reboue de 13% de PIB alors que l'état de production n'était que de 4 points en dessous du PIB potentiel.

En revanche, en Europe, l'inflation est liée à un choc d'offre du fait de l'augmentation des prix de l'énergie depuis novembre 2021, accélérée par la guerre en Ukraine. Le prix du gaz TTF est ainsi passé de 40 €/MWh en novembre 2021 à 340 €/MWh en août 2022. De plus, l'inflation résulte des mauvaises récoltes dues à la sécheresse de l'été 2022.

Or, l'inflation a des conséquences négatives sur la croissance, en réduisant les marges des entreprises ce qui nuit à l'investissement et en réduisant la consommation de ménages. Bordo, en 1997, notait que 10 points d'inflation diminuaient la croissance de 0,3 à 0,4 point. La croissance de la France devrait ainsi diminuer de 2,1% en 2022 à 0,7% en 2023 (FMI, World Economic Outlook, 2023), tandis que les marges des entreprises ont diminué passant de 32% à 30% de 2019 à 2022. Le revenu de ménages est par ailleurs atteint, en particulier pour les ménages les moins aisés, le 1er décile ayant déjà consommé son épargne de précaution et son revenu disponible étant en baisse de 0,1% (IAE, 2022, Le pouvoir d'achat des ménages au début de la crise énergétique).

En particulier, une hausse prix-salaire est crainte car elle induit une spirale inflationniste. Elle semble toutefois contraindre du fait de la dévalorisation des salaires et de prix depuis les années 80, mis à part le SMIC, les pensions de retraite ainsi que certains minima sociaux.

le marché du travail, Salaires + 5% en France en 2021 et en 2022

oui

Ben public les conséquences de l'inflation, la politique monétaire a initié un resserrement rapide de ses taux, porteur de risques (A2).

La FED et la BCE ont un mandat de stabilité des prix défini comme autour de 2% d'inflation. La hausse de l'inflation a donc nécessité une hausse des taux directeurs. Les taux de la FED ont ainsi passé à un intervalle compris entre 5% et 5,25% au 01/09/2022 suite à la 10ème hausse depuis mars 2022. Les taux de la BCE ont été portés à 3,25% pour le taux de dépôt, 3,75% pour le taux de refinancement (MRO) et 4% pour le taux de la facilité marginale de prêt.

Bien

Cette hausse de taux vise à limiter la création monétaire en jouant sur le canal de crédit. Le crédit immobilier en France est ainsi passé de 217 milliards durant les douze derniers mois contre 244 milliards en 2021.

Bien

Toutefois, si ce resserrement monétaire consolide la stabilité de banques, il peut avoir des conséquences sur la stabilité financière. La hausse des taux a en effet diminué la valeur des actifs détenus par le Silicon Valley Bank en obligations du Trésor américain, menaçant la défense de ses déposants quant à sa solvabilité.

inadéquation entre échéances du passif et de l'actif. Question du tweet A pour la France.

Par ailleurs, au Royaume-Uni, le "mini-Budget" de 45 milliards de pounds comprenant des réductions d'impôts financières par l'endettement a suscité la défiance des marchés financiers, le taux des gilts britanniques passant à 4,6% en octobre 2022. La lutte contre l'inflation par la hausse de taux directeurs favorise ainsi la volatilité du marché obligataire.

Belle analyse. L'expérience Treiss est

très utile pour ces sujets de conflit entre Etats et institutions indépendantes et les marchés.

La théorie économique justifie pourtant le recours à la politique monétaire comme outil principal de lutte contre l'inflation, même si cet outil doit s'articuler avec les autres politiques (IS).

Les néolibéraux ont théorisé la nécessité de se doter d'une politique monétaire indépendante afin de lutter efficacement contre l'inflation (B.1)

La courbe de Phillips reprise par Friedman et Phelps en 1968 montre un effet que s'il existe un arbitrage à court terme entre inflation et chômage, cet arbitrage disparaît à long terme de sorte que la production revient à son niveau potentiel. Le recours discrétionnaire à la politique monétaire pour gérer de l'inflation s'ajuste donc la production que de façon artificielle, les facteurs de production restent inchangés à long terme. La politique monétaire doit donc être indépendante des gouvernements pour assurer la stabilité des prix (Barro, Gordon, 1973) et éviter l'écart de incohérences temporelles (Kydland, Prescott, 1977).

Cet objectif d'inflation a ainsi été associé à un objectif de maintien de la production à un niveau proche de la production potentielle via la règle de Taylor (2002). Toutefois, Calvo et Gertler (2003) ont montré que cette règle, efficace en cas de choc de demande, ne l'est pas en cas de choc d'offre. En effet, en cas de choc de demande, il existe une relation positive entre l'inflation et la production et la hausse des taux sert les deux objectifs. En revanche, en cas de choc d'offre négatif par exemple, la prise augmentant du fait de la baisse de la production, la hausse des taux va alors tenter de limiter l'inflation mais elle contribuera à diminuer plus encore la production. Cela suggère que le resserrement monétaire doit être décidé en prenant en compte la nature du choc.

oui

c'est bien expliqué

oui

oui d'où ne pas surestimer les différences de mandats des BCNations.

oui Bonne compréhension

Toutefois, la politique monétaire doit selon la théorie économique, s'articuler avec d'autres politiques pour être efficace dans son objectif de lutte contre l'inflation (B2)

oui

C'est clair et structuré

Tout d'abord, le modèle IS / LM de Hicks et Hansen (1937, 1953) suggère que la politique budgétaire et la politique monétaire doivent se coordonner pour lutter contre l'inflation. En effet, en augmentant ses taux directeurs la banque centrale déplace la courbe LM (Liquidity preference and money) vers le haut ce qui doit limiter la production. Or si le gouvernement adopte des mesures d'expansion budgétaire, la courbe IS (Investments and Savings) se déplace vers la droite ce qui augmente plus encore l'inflation et contraint la banque centrale à augmenter à nouveau ses taux directeurs. Dès lors, la politique budgétaire doit s'accorder avec la politique monétaire afin de garantir sa transmission.

oui

Certains correcteurs n'aiment pas que vous entriez dans les graphiques et les modèles
→ parcimonie

En outre, d'autres politiques doivent permettre de limiter l'inflation. Au niveau microéconomique, la hausse des salaires repose sur les gains marginaux de productivité du travail. Cela suggère qu'une hausse de la productivité permettrait d'augmenter les salaires et les marges des entreprises sans pousser l'inflationnisme. Une telle hausse de la productivité serait ainsi évitée.

Tout
N'oubliez pas que théoriquement tout problème a une part de sa solution dans

la hausse de la productivité.

Le déploiement de la politique monétaire n'est ainsi accompagné des apports de la politique de stabilité financière qui garantit sa transmission tandis que la politique budgétaire doit demeurer proportionnée pour contenir l'inflation (B1). D'autres politiques, notamment la politique de l'emploi et la politique de la concurrence pourraient être déployées à court terme

oui

oui

tandis que les risques inflationnistes de danger climatique doivent être pris en compte par la politique monétaire (II.6).

xx

oui

A court terme, afin de lutter contre les effets négatifs de l'inflation sur le pouvoir d'achat et la productivité des entreprises, les pouvoirs publics ont entrepris une politique budgétaire contractive et ont pris en compte de la hausse des taxes d'impôt. La politique budgétaire permet toutefois de financer des investissements de long terme qui permettent la baisse de prix de l'énergie (A.1).

vos chiffres me paraissent faibles.

En France, la politique budgétaire de soutien face à l'inflation a coûté 23 milliards d'euros en 2022 et devrait coûter 18,6 milliards en 2023 (Comptes des Comptes, 2023). Elle comprend notamment les boucliers tarifaires sur le gaz et l'électricité. Les tarifs de l'électricité ont ainsi été contenus à + 4% de décembre 2021 à 2023 et sont maintenant à + 15% depuis janvier 2023, permettant de limiter leur hausse dans la consommation des ménages et entreprises. Par ailleurs, le gouvernement a soutenu le pouvoir d'achat par exemple par la revalorisation de 8% du SMIC en 2022 à laquelle s'ajoute une hausse de 2,16% en mai 2023. Selon l'OFCE, cette politique a soutenu la croissance de 1,75 point.

La revalorisation est au format...

oui

Toutefois, la hausse du déficit qui en résulte n'est pas négligeable face à la remontée des taux. La charge de la dette s'est ainsi accrue, passant de 36 milliards en 2020 à 51,7 milliards en 2022 (PLF 2023). Ainsi, la théorie économique via le modèle IS-LM suppose de limiter le recours à la politique budgétaire et de privilégier les dispositifs ciblés tels que les chèques énergie plutôt que la hausse à la pompe bénéficiant à tous les consommateurs jusqu'en janvier 2023, sans distinction de revenu.

Cela mais cela diminue moins la hausse des prix.

Ainsi, la politique budgétaire doit se concentrer sur les investissements de long terme qui doivent permettre de diminuer le prix de l'énergie. Le plan RePower EU de la Commission européenne est pertinent en ce sens.

Il mobilise 300 milliards de crédits renouvelés de la facilité pour la reprise et la résilience (FRR) afin de financer le développement des énergies renouvelables et de limiter la dépendance à l'égard des hydrocarbures. Ou les énergies "innovantes" permettent de fournir de l'électricité à moindre coût.

Par ailleurs, la politique de stabilité financière permet de préserver la transmission de la politique monétaire en la concentrant sur son objectif de stabilité des prix (A.2)

En effet, la réalisation de la politique monétaire s'accompagne de risques financiers, ce qui a conduit la BCE à déployer des instruments. La poursuite des réinvestissements de PEPP (Pandemic Purchase Programme) sans prise en compte de la clé de répartition ainsi que la création du TIPS (Transmission Instrument) en juillet 2022, garantissent une stabilité limitée des spreads.

De plus, la politique macroprudentielle développée depuis 2014 dans le cadre de l'union bancaire assure la solidité du système bancaire européen et permet à la banque centrale de poursuivre son remboursement monétaire sans porter atteinte aux banques. Par exemple, le ratio de fonds propres de tiers 1 pondérés par le risque est passé de 6% en 2008 à 15,9% en 2022.

Toutefois, d'autres politiques doivent être déployées afin de garantir le retour à la stabilité des prix, notamment en mobilisant la politique de la concurrence et de l'emploi pour faire face aux tensions de recrutement, en diversifiant les chaînes d'approvisionnement et en incluant le risque climatique à la politique monétaire (II.5).

Bien

Tout d'abord, il convient de limiter les tensions sur l'offre (B.1).

OK

Le marché du travail doit permettre un meilleur appariement pour faire face à la demande de travail. Ainsi, France Travail pourrait être l'occasion de déployer un réseau d'aide au recrutement dédié aux PME et TPE qui ne parviennent pas à identifier les talents.

T. Bien

De même, aux États-Unis, les difficultés de recrutement alimentent l'inflation, notamment du fait des clauses de non-concurrence qui touchent 18% des salariés et les empêchent de travailler dans une entreprise similaire à leur précédente entreprise. Lisa Khan, la présidente de l'agence américaine de la concurrence, appelle à leur suppression.

Oui

Par ailleurs, la prise des matières premières pourrait être abaissée en sécurisant les chaînes d'approvisionnement. En 2021, le Conseil d'Analyse économique identifiait 132 dépendances critiques de la France dont 98% de dépendance à l'égard de la Chine s'agissant de terres rares. Le réseau de friendshoring et la diversification de dépendance à 65% à l'égard d'un seul pays, tel que défendue par le Critical Raw Material Act proposée par la Commission européenne devrait permettre de limiter de nouvelles tensions sur des chaînes d'approvisionnement.

ou

A plus long terme, le changement climatique comporte des risques inflationnistes qui peuvent défendre une révision de l'objectif de politique monétaire (B2).

ou. Attention rapport récent qui sera probablement très influent au cours de l'année

Le changement climatique exercerait en effet un choc d'offre négatif diminuant le produit intérieur brut de 0,3 point (Pisani-Ferry, Mohfouz 2023). Le BCE pourrait ainsi sauvegarder son objectif d'inflation et le porter à 4% comme le suggère Olivier Blanchard, ce qui permettrait de limiter des renversements monétaires trop abrupts.

Attention
Cette proposition est moins tendante qu'auparavant la poussée inflationniste et n'est pas mainstream.

En somme, la lutte contre l'inflation, si elle demeure la priorité de la politique monétaire, doit également concilier d'autres politiques économiques. La politique budgétaire, si elle permet de faire face à court terme aux conséquences négatives doit demeurer proportionnée afin de garantir la transmission de la politique monétaire. La stabilité financière et quant à elle nécessite à la stabilité des prix soit passe par le développement de la politique macro-prudentielle. D'autres politiques notamment celle de l'emploi et de la concurrence pourraient être déployées.

Très bien